Budget fédéral : Ottawa laisse tomber les consommateurs

Ottawa, le 5 novembre 2026 – Le budget fédéral déposé aujourd'hui ne prévoit rien pour s'assurer que la voix des consommateurs canadiens soit portée à Ottawa, laissant le champ libre à l'industrie pour faire valoir ses intérêts économiques sans contrepoids permettant de faire entendre l'intérêt public.

Le gouvernement fédéral a annoncé plus tôt cette année qu'il éliminait le financement aux associations de consommateurs à travers le pays, une économie de 5 millions de dollars.

Après la coupure de ce programme, la ministre de l'Industrie s'était pourtant engagée à trouver une solution pour s'assurer que les organisations de la société civile aient accès à du financement. Or, le budget annoncé aujourd'hui ne prévoit rien pour les associations de consommateurs.

« Ce sont les consommateurs qui en paieront le prix au final », déclare Christian Corbeil, directeur général d'Option consommateurs. « Les grandes entreprises auront toute la latitude pour proposer aux élus des politiques qui servent leur intérêt, sans chien de garde pour s'assurer que les consommateurs en aient pour leur argent ».

Hausse du coût de l'épicerie, frais cachés dans la facture de téléphonie, difficulté d'obtenir un remboursement pour un vol annulé, fraude bancaire et écoblanchiment : autant d'enjeux du quotidien pour lesquels les associations de consommateurs défendent les intérêts des citoyens à Ottawa.

« Le financement est primordial pour permettre la défense des droits des consommateur(-trice)s. Nous travaillons à assurer leurs protections et nous plaidons pour la durabilité et la réparabilité des biens de consommation, des éléments essentiels pour assurer un réel pouvoir d'achat », explique Daniel Rotman, directeur général d'Équiterre.

Le programme de financement éliminé plus tôt cette année a notamment permis aux associations de consommateurs de faire des gains pour la réparabilité des appareils électroniques et des électroménagers, l'encadrement des sollicitations de pourboires et un affichage des prix plus clair à l'épicerie. Des expertises qui seront sans doute perdues.

« La décision d'Ottawa est insensée. On coupe dans la protection des consommateurs pour faire des économies de bouts de chandelle, sans considérer l'impact de cette décision sur le portefeuille des Canadiens », s'exclame Maxime Dorais, codirecteur général d'Union des consommateurs.

Sans soutien d'Ottawa, les associations de consommateurs du Canada risquent de devoir grandement réduire leurs activités, voire de fermer leurs portes.

Organismes signataires

Option consommateurs

Équiterre

Union des consommateurs

Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE)

Coalition des associations de consommateurs du Québec (CACQ)

Conseil des consommateurs du Canada

Le Centre pour la défense de l'intérêt public

Association pour la protection des automobilistes (APA)

Association des consommateurs du Canada-Manitoba

Forum for Research and Policy in Communications

Car help Canada

Canadian Anti-Monopoly Project (CAMP)

Fashion Takes Action

-30-

Pour plus d'information ou une entrevue :
Amandine Hupel
514-777-6133
ahupel@option-consommateurs.org